

FD/FK/EP N° 19830

Contacts IFOP : Frédéric Dabi / François Kraus / Esteban Pratviel

Tél : 01 45 84 14 44

frederic.dabi@ifop.com



pour



Les Français et l'Europe
Principaux enseignements de l'enquête
Le 10 octobre 2011

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements de l'enquête	3
A - Préalable : le rapport des Français à l'Europe et l'évolution des institutions européennes	4
B - Table ronde 1 : l'Europe dans le monde	6
C - Table ronde 2 : l'Europe face à la crise	8

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



www.ifop.com



www.ifopelections.fr



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

Etude réalisée par l'Ifop pour :	le Groupe UMP à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Parlement européen
Echantillon	Echantillon de 964 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone
Dates de terrain	Du 23 au 26 septembre 2011

- 2 -

Les principaux enseignements de l'enquête

A - PRÉALABLE : LE RAPPORT DES FRANÇAIS A L'EUROPE ET L'ÉVOLUTION DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Le sentiment européen des Français demeure tenu mais ceux-ci perçoivent de plus en plus les bienfaits de leur appartenance à l'Union européenne.

- ✓ Dans un pays où la nation reste l'échelon d'appartenance par rapport auquel les individus s'avèrent les plus liés (48% contre 23% à leur région, 17% à leur ville et seulement 12% à l'Europe), **le sentiment d'attachement des Français à la construction européenne apparaît relativement limité**. A peine plus d'une personne interrogée sur deux (53%) se dit attachée à la « construction européenne », et ceci principalement dans les rangs des couches les plus âgées (61% chez les personnes âgées de 65 ans et plus), les plus aisées (67% des CSP+) et les plus diplômées de la population (73% des titulaires d'un diplôme supérieur à BAC + 2). Sur ce point, on note que les sympathisants UMP se distinguent par un attachement plus fort (68%) que la moyenne à la construction européenne.
- ✓ **Pour autant et en dépit de la prégnance dans le champ politico-médiatique de discours stigmatisant l'Europe, les deux tiers des Français (66%) considèrent que la France a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne**, soit une proportion inégalée depuis le référendum constitutionnel de 2005. Par rapport au printemps 2008, la part des opinions favorables a même progressé de 8 points tandis que le nombre de personnes exprimant un avis contraire enregistre une diminution d'ampleur similaire (-8 points, 34%). Relevons sur ce point un consensus émanant des sympathisants des partis de gouvernement plus enclins que la moyenne à percevoir des bénéfices pour la France de son appartenance à l'Union (UMP 72%, PS 69% et Europe Ecologie 75%).

Les Français semblent disposés à ce que de nombreuses compétences soient traitées à l'échelle européenne.

- ✓ Dans ce contexte, les Français se montrent favorables à l'idée que l'Union prenne les décisions sur de **grandes problématiques d'avenir ou dans des domaines où une action concertée ou collective est plus efficace**. Il en va ainsi des questions de défense (66%), de la politique étrangère (61%), des règles en matière d'immigration (58%) ou à un degré moindre de la politique économique et industrielle (54%). De même, une majorité d'interviewés (60%) considère que la lutte contre l'immigration clandestine serait plus efficace si elle était gérée par l'Union Européenne. Les réponses à cette question varient toutefois beaucoup en fonction de la proximité politique : les sympathisants de gauche et du MoDem (69%) se prononcent davantage pour une action à l'échelle européenne tandis que les sympathisants UMP sont plus partagés (51% pour une action européenne, 49% pour une action nationale), les sympathisants FN privilégiant massivement l'échelon national (70%).
- ✓ En revanche, pour des domaines qui concernent directement leur quotidien, qui conditionnent leur niveau de vie ou nourrissent leurs craintes, les Français restent attachés à ce que prime un principe de **souveraineté vis-à-vis de l'Europe**. C'est le cas en ce qui concerne la fiscalité (52% de préférence pour des actions à l'échelle nationale) mais également les problèmes de sécurité (56% pour le primat de l'échelon national).

- ✓ **Cette acceptation croissante de l'opinion d'une prise de décision au niveau européen ¹ est d'autant plus significative que la majorité qualifiée constitue la solution envisagée par les Français en matière de gouvernance européenne.** Aujourd'hui, près des deux tiers des personnes interrogées (64%) considèrent que les décisions doivent être prises à la majorité des Etats membres, soit une hausse de dix points en huit ans (en juin 2003). Dans le détail des résultats, il est notable de relever que cette position fait consensus. En effet, elle est majoritaire dans l'ensemble des catégories de la population, y compris dans les segments ayant constitué les bataillons du « Non » le 29 mai 2005, ainsi qu'en fonction de la proximité partisane.

Les Français apparaissent favorables à un renforcement des institutions européennes.

- ✓ **Certes, une majorité de Français préfère encore le modèle d'une Europe des nations préservant la souveraineté des Etats (59%) à celui d'une Europe fédérale (40%).** De plus, cet attachement à l'idée d'une Europe des nations – particulièrement fort dans les catégories les moins aisées et les moins diplômées de la population – est plus élevé que la moyenne chez les sympathisants de l'UMP (63%). Sur le long terme, on note toutefois que l'idée de jeter les bases d'un Etat supranational à l'instar des Etats-Unis progresse (36% en mai 2003, 38% en décembre 2006, 40% en septembre 2011).
- ✓ **Enfin, la majorité des Français appellent de leurs vœux un renforcement des pouvoirs des différentes institutions européennes.** Autour des deux tiers des personnes interrogées considèrent ainsi que le Parlement européen (69%), la Commission Européenne (65%) et la Banque Centrale Européenne (61%) ont des prérogatives insuffisantes. Hormis pour la BCE - sur laquelle les proches du Front National sont partagés -, les sympathisants des différents partis de gouvernement expriment des opinions relativement proches. Plus de trois Français sur quatre (76%) estiment également que les pouvoirs attribués à la Cour de Justice de l'Union Européenne sont insuffisants, et ceci dans des proportions qui varient peu en fonction de la proximité partisane.

¹ Par rapport à 2005, on note une hausse significative du nombre de personnes marquant leur préférence pour une gestion à l'échelle européenne des problèmes de sécurité (+ 13 points) ou de fiscalité (+ 9 points).

B - TABLE RONDE 1 : L'EUROPE DANS LE MONDE

Un consensus autour de plus d'intégration européenne en matière de politique étrangère et de défense.

- ✓ **L'idée d'intégration européenne en matière de défense et de politique étrangère est majoritaire dans l'opinion publique hexagonale et suscite moins de craintes que l'intégration économique.**

Ainsi, une nette majorité des personnes interrogées se déclare favorable à l'existence d'un ministre des affaires étrangères européennes (72%) ainsi qu'à la création d'une armée européenne (65%). Cette adhésion est majoritaire dans toutes les familles politiques (y compris parmi les proches du Front National), et particulièrement intense chez les sympathisants de l'UMP (80% de soutien par exemple à la création d'un ministre des affaires étrangères).

Toutefois, dans ce que l'on peut appeler un « réflexe gaulliste », la grande majorité des interviewés refuse que cette intégration européenne aille jusqu'au partage de l'arme nucléaire avec les autres pays de l'UE, à peine plus d'un Français sur trois (35%) y étant favorables.

- ✓ **Pour autant, s'agissant de ces enjeux de défense et de politique étrangère, le souhait d'intégration fait l'objet d'un large consensus, ne serait-ce qu'au regard de la capacité à peser face aux Etats-Unis.**

A cet égard, deux tiers des personnes interrogées – et même 72% des proches de l'UMP comme du PS – attendent de l'Europe une politique commune pour faire contrepoids aux Etats-Unis. Les tenants d'une politique étrangère et de défense spécifique à chaque Etat sont minoritaires, même si ce réflexe souverainiste est fortement exprimé chez les ouvriers (49%), les non diplômés (45%) et parmi les proches du Front National (59%).

- ✓ **Au cœur de ces perceptions, réside l'idée que l'appartenance de la France à l'UE lui profite sur le plan des relations extérieures :** ainsi, 59% des interviewés (+6 points depuis 2004) estiment que le fait d'être membre de l'Union européenne rend la France plus puissante dans ses relations internationales. L'intensité de ce sentiment est équivalente chez les sympathisants PS comme à l'UMP. Relevons toutefois que le clivage lié au vote lors du référendum du 29 mai 2005 demeure : les électeurs ayant voté « non » sont les plus nombreux à évaluer négativement l'appartenance de la France à l'UE sur le plan de ses relations internationales.

L'Allemagne demeure le partenaire de référence de la France.

- ✓ **Les récentes controverses entretenues dans le champ politico-médiatique sur la solidité de l'axe franco-allemand ne semblent pas avoir eu d'impact sur les perceptions des Français. Pour quatre personnes sur cinq (80%), l'Allemagne apparaît en effet comme le principal pays avec lequel la France devrait avoir des relations privilégiées au sein de l'Union Européenne dans les années qui viennent.** Ce résultat, qui fait susciter l'adhésion de toutes les catégories de population, marque en outre une véritable évolution dans la mesure où en 2003, l'Allemagne n'était mentionnée que par 57% des Français comme partenaire de référence. Le Royaume-Uni et l'Espagne arrivent loin derrière le voisin outre-rhin, ces deux pays n'étant cités que par une proportion marginale des interviewés. D'autres pays de l'UE comme la Belgique ou l'Italie s'avèrent encore moins spontanément mentionnés.

- ✓ **A la suite de l'intervention militaire en Libye, le rôle joué par le Président de la République, Nicolas Sarkozy, est approuvé par une courte majorité de Français (53%).** 19% des personnes interrogées approuvent même « tout à fait » le rôle joué par le chef de l'Etat dans ce dossier. L'évaluation du rôle présidentiel n'est cependant pas la même selon la proximité partisane : l'action de Nicolas Sarkozy est très largement approuvée par les proches de l'UMP (83%) et du Modem (66%) alors que les sympathisants socialistes sont plus partagés (50%) et ceux du FN – les plus hostiles à l'intervention française en Libye – ne sont qu'une minorité à l'approuver (33%).
- ✓ Dans ce cadre, les opinions sur les conséquences de l'action du gouvernement français en Libye sont contrastées : **57% des Français estiment qu'elle a renforcé le poids de la France au sein de l'Union Européenne**, dont 20% considèrent qu'elle l'a « tout à fait ». Déconnectant l'action entreprise à l'échelle de l'hexagone et celle au niveau européen, une proportion moindre d'interviewés (50%) **pensent également que cette action a permis de renforcer l'influence de l'Union Européenne dans le monde**. Les jugements, très indexés sur la proximité partisane, se structurent d'une manière identique à celle observée pour l'approbation du rôle de Nicolas Sarkozy en Libye.

Des craintes qui demeurent fortes s'agissant de l'élargissement de l'Union Européenne.

- ✓ **La thématique de l'élargissement de l'Union européenne suscite toujours des réactions mitigées voire négatives dans l'opinion publique.** A peine 4 Français sur 10 adhèrent à l'idée que l'élargissement de l'UE représente quelque chose de positif. Notons que cette perception est minoritaire dans toutes les catégories de population, à l'exception des cadres supérieurs et professions libérales (52%). Politiquement, on n'observe que peu de différences de jugements entre sympathisants UMP (44%) et socialistes (47%). Au cœur de cette méfiance, réside des freins d'ordre socio-économiques : deux tiers des personnes interrogées considèrent en effet que l'élargissement augmenterait les difficultés sur le marché de l'emploi (-6 points cependant depuis une enquête de 2006) tandis que seuls 21% des interviewés reconnaissent que l'élargissement a contribué à une diminution du coût de la vie.
- ✓ **Au-delà de ces freins économiques (le coût financier supposé pour les économies des pays de l'UE constituant d'ailleurs la première des craintes suscitées par l'élargissement), figurent également des inquiétudes davantage identitaires et sociétales.** La crainte d'une perte d'identité d'une Europe devenue trop vaste comme l'afflux d'une immigration provenant de ces nouveaux états membres (respectivement avec 44% et 40% de citations) constituent des éléments de délégitimation du principe de l'élargissement, notamment de la part des sympathisants UMP (53% mentionnent l'immigration, 48% la perte d'identité).
- ✓ **A cet égard, la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne symbolise ces a priori défavorables à l'élargissement de l'Union Européenne : deux Français sur trois (68%) se disent opposés à cette adhésion**, une tendance se confirmant dans tous les segments sociodémographiques de la population. Se fait en outre jour un clivage politique sur ce sujet : l'écrasante majorité des sympathisants de droite (85%) apparaissent opposés à l'adhésion de la Turquie tandis qu'une part non négligeable des proches de la gauche (45%) accepterait à voir ce pays intégrer l'UE.

En dépit de ces craintes et freins majoritaires dans l'opinion publique hexagonale, les tenants de l'élargissement peuvent cependant s'appuyer sur un atout non négligeable reconnu par un Français sur deux : la capacité d'une Europe élargie à améliorer son influence dans le monde.

C - TABLE RONDE 2 : L'EUROPE FACE A LA CRISE

Du volet de l'enquête consacré à l'action de l'Europe face à la crise, on peut retenir au moins quatre enseignements :

Les Français souhaitent une réponse européenne à la crise économique et financière.

- ✓ **La gestion de la crise par les pays membres de l'Union pâtit d'un manque de cohésion aux yeux des deux tiers des Français.** Le sentiment que « les intérêts nationaux l'ont emporté sur la cohésion européenne » dans la gestion de cette crise est largement majoritaire (68%), notamment dans les rangs des sympathisants de gauche (74%) et des personnes s'étant opposées à la Constitution européenne en 2005 (75%). Moins d'un Français sur trois (31%) a, au contraire, l'impression que « l'Europe a été suffisamment soudée et a su réagir collectivement ».
- ✓ **L'idée selon laquelle la lutte contre la crise devrait être coordonnée à l'échelle européenne est partagée par une part croissante de l'opinion publique hexagonale :** 64%, soit une proportion en hausse de dix points en l'espace d'un an. A l'inverse, le nombre de Français estimant qu'ils seraient mieux protégés face à la crise actuelle si la France appliquait ces mesures de manière individuelle reste relativement stable (36%) par rapport au niveau mesuré en septembre 2010 (35%). Dans le détail, notons qu'à l'exception des sympathisants d'extrême-droite, cette idée de coordination à l'échelle européenne fait consensus au niveau politique. Tout se passe comme si l'ampleur de la crise favorisait l'idée d'un « plus d'Europe » dans l'opinion.

L'aspiration à un renforcement des moyens de l'Union en matière économique n'induit pas pour autant l'adhésion au principe d'une politique économique et budgétaire unique.

- ✓ **Pour 79% des Français, l'action de l'Union européenne pour limiter les effets de la crise économique actuelle manque d'efficacité.** Seule une minorité des personnes interrogées la juge « efficace » (21% en moyenne), y compris dans les rangs des sympathisants UMP (28%) et des personnes ayant voté « Oui » lors du référendum sur la Constitution européenne (26%).
- ✓ **Dans ce cadre, les Français souhaitent un renforcement des moyens d'action de l'Union en matière économique.** On note ainsi un consensus politique autour de l'idée – soutenue par plus des deux tiers des Français (69%) – de créer un poste de ministre de l'Economie et des finances européen. La création d'une TVA européenne (58%) et l'augmentation du budget européen (56%) suscite également l'adhésion d'une majorité de Français, même si certaines catégories de la population – comme les CSP- et les sympathisants FN – s'y montrent plus réticentes, voire majoritairement défavorables.
- ✓ **Les Français n'en restent pas moins très partagés sur la question d'une plus grande intégration européenne des politiques économiques.** Soutenue par les couches les plus aisées (70% des CSP+) et les plus diplômées de la population (70% des titulaires d'un diplôme supérieur à BAC + 2), une courte majorité des personnes interrogées (51%) se dit favorable à une politique économique et budgétaire unique. Cependant, les Français sont presque autant (48%) à souhaiter « moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat ». Dans le détail des résultats, on note que le souhait d'une intégration européenne des politiques économiques est à peine plus fort chez les sympathisants UMP (55%).

Les Français soutiennent massivement les initiatives de l'Union européenne en matière de gouvernance économique et de régulation des marchés.

- ✓ **De manière générale, les Français aspirent fortement à une plus grande régulation des marchés financiers.** En effet, les mesures adoptées ou proposées par l'Union, suite aux engagements du G20 et à certaines initiatives comme celles de Michel Barnier, apparaissent en phase avec leurs attentes. Ils soutiennent ainsi massivement l'idée d'une augmentation de la transparence des marchés financiers (89%), l'instauration de règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux (84%), la réglementation des salaires dans le secteur financier (83%) et la création de taxes sur les profits bancaires (82%) et les transactions financières (70%).
- ✓ **On note également un large soutien des Français en faveur de nouveaux mécanismes de contrôle des déficits budgétaires.** Ainsi, l'inscription dans la Constitution de « la règle d'or budgétaire » est largement soutenue (84%) et ceci aussi bien par les sympathisants de gauche (77%) que par les sympathisants de droite (90%). L'idée d'instaurer un mécanisme de contrôle des budgets nationaux par un organisme européen suscite un peu moins de consensus mais reste soutenue par 7 interviewés sur 10 et dans toutes les catégories de la population, y compris les personnes ayant voté contre le projet de Constitution Européenne en 2005 (62%).

En matière monétaire, les Français restent attachés à l'euro mais ils doutent de plus en plus de son efficacité pour lutter contre la crise.

- ✓ **L'euro est appréhendé de manière croissante comme un handicap dans le contexte de crise actuelle.** En effet, le sentiment que l'euro a été un « handicap » au cours de ces années de crise a progressé sensiblement en l'espace d'un an (+6 points par rapport à août 2010) au point d'être désormais majoritaire dans les catégories les moins aisées (55% des CSP-) et les moins diplômées de la population (51% des personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au BAC) et bien évidemment chez les sympathisants FN (75%). A l'inverse, le nombre de personnes percevant l'euro comme un « atout » a légèrement baissé (-2 points, à 26%), tout comme la proportion de Français estimant qu'il n'a été ni un atout, ni un handicap (-4 points, à 34%). Sur ce point, on note que les sympathisants UMP se distinguent par une meilleure perception de l'euro que la moyenne des Français : 37% le perçoivent comme un « atout », contre 26% chez l'ensemble des Français.
- ✓ **Cette tendance à la dépréciation de l'euro se retrouve dans l'évolution du souhait d'un retour à la monnaie nationale.** Dans un contexte marqué par l'effondrement boursier, les fragilités du système bancaire et la crise grecque, le souhait d'un retour au franc a en effet progressé de manière significative : +8 points en quatre mois, +9 points depuis le début de l'année. Toutefois, le souhait d'un retour au franc reste minoritaire (37%) en dehors des extrêmes (52% chez les sympathisants d'extrême gauche, 81% chez les sympathisants FN) et se situe toujours en-dessous du niveau atteint en mai 2010 (38%). Dans leur grande majorité, les Français (63%) restent donc toujours attachés à l'euro.